

attaques contre des zones civiles, y compris Téhéran et Bagdad.

Une large part des approvisionnements mondiaux en pétrole passe par le golfe Persique, région stratégique s'il en est. Les États-Unis ont pris en 1987 des mesures pour faciliter la circulation des navires en déployant des forces aéronavales additionnelles dans le Golfe.² Suite à l'attaque de la frégate américaine STARK par l'Irak au mois de mai 1987, et après plusieurs requêtes du Koweït, Washington s'est engagé à escorter avec ses navires de guerre onze pétroliers koweïtiens battant pavillon américain. L'Union soviétique avait, peu de temps auparavant, loué quelques pétroliers soviétiques au Koweït. L'Italie, la France, la Grande-Bretagne et la Hollande ont secondé les forces américaines en déployant à leur tour des navires de guerre et des dragueurs de mines dans la région. La présence de bases iraniennes de lancement de missiles près du détroit d'Hormuz, à l'entrée du golfe Persique, a particulièrement préoccupé les autorités américaines. Téhéran a par ailleurs accentué sa propre guerre navale en recourant davantage aux vedettes d'attaque rapides armées de missiles et de lance-grenades. Ces événements ont entraîné plusieurs accrochages dans les eaux du Golfe entre les forces américaines et iraniennes.

La guerre du Golfe est riche en paradoxes, y compris en ce qui concerne l'évolution des hostilités. Depuis 1981, l'Irak a maintes fois proposé à l'Iran un cessez-le-feu qui, avec les années, a été graduellement libéré des conditions qui l'accompagnaient au début. Bagdad a fait appel à l'ONU et à d'autres organismes pour que des démarches de médiation soient entreprises. L'Iran, pour sa part, a posé comme condition d'un arrêt des hostilités le paiement de plusieurs milliards de dollars US en guise de réparations, et a longtemps exigé la destitution du président irakien Saddam Hussein. La détermination de l'Irak à mettre fin au conflit ne l'a cependant jamais empêché de recourir à certaines tactiques de combat, lourdes de conséquences à plusieurs points de vue. Citons ici l'utilisation d'armes chimiques³ et les opérations militaires lancées contre des villes et des navires dans le Golfe. Étant donné les dégâts considérables qu'entraînent ces deux stratégies, et l'entrée en jeu d'acteurs extra-régionaux inquiétés par la guerre navale, cela ne rend que plus difficile un règlement du conflit par les deux parties. Si en adoptant ces stratégies de combat l'Irak pensait accélérer le règlement du conflit, comme plusieurs l'affirment, c'était compter sans la nature même du régime iranien fondamentaliste pour qui le nombre grandissant de ses "martyrs" n'est qu'une incitation à poursuivre les hostilités.

INTERVENTION DES TIERS

Depuis le début de la guerre du Golfe, l'Iran et l'Irak

ont fait appel à divers fournisseurs d'armes. Dans son rapport de l'année 1987, l'Institut international de Stockholm pour la recherche sur la paix (SIPRI) répertorie cinquante-trois pays fournisseurs en tout; vingt-huit d'entre eux livrent des armes aux deux belligérants. Ces ventes d'armes et d'équipements militaires font l'objet de transactions ouvertes entre gouvernements, ou encore elles ont lieu par le biais d'entreprises privées, souvent sans que leur gouvernement en soit informé. Ainsi, on peut dire que dans le cadre de ce conflit, le commerce des armes ne se fait pas en fonction des affinités politiques ou de partis pris idéologiques.

Les deux principaux fournisseurs d'armes de l'Irak sont l'Union soviétique et la France; la première vend surtout des avions de combat, des chars d'assaut et des missiles AAM, ASM, SAM et ALCM⁴ et la seconde différents types de missiles et des avions *Mirage*. D'autres pays lui fournissent des armes ou de l'équipement militaire; mentionnons le Brésil, l'Argentine, l'Égypte, la Jordanie et l'Italie. Du côté de l'Iran, les transactions sont moins officielles et plus difficilement vérifiables, plusieurs d'entre elles se faisant sur le marché privé international des armes. On sait cependant que des pièces de rechange et des armes de fabrication soviétique lui sont livrées par la Syrie, la Libye et la Corée du Nord; l'Iran achète aussi des systèmes auxiliaires et des pièces de rechange en provenance d'Israël et d'Europe de l'Ouest pour compléter son arsenal qui compte de nombreux éléments de fabrication américaine. La Chine est maintenant un important fournisseur de matériel militaire (chars d'assaut, missiles, avions), bien qu'elle ne l'ait jamais reconnu officiellement.

Dès le début du conflit, les États-Unis ont affirmé leur neutralité et leur détermination à garder ouvert le détroit d'Hormuz. Washington a semblé respecter sa politique déclarée de non-intervention dans la guerre du Golfe jusqu'à ce qu'en novembre 1986 des révélations fassent état de livraisons d'armes à l'Iran. On apprenait alors que les États-Unis avaient, avec l'aide d'Israël, fourni des armes à l'Iran d'une valeur de 12 millions de dollars pendant une période de dix-huit mois. La raison officielle invoquée par Washington pour justifier ces ventes d'armes tenait à une volonté de rapprochement avec les modérés au sein du régime iranien, les États-Unis espérant ainsi améliorer leurs relations avec Téhéran. Il a toutefois été établi que Washington espérait surtout obtenir par ces livraisons d'armes, la collaboration de l'Iran pour la libération des otages américains détenus au Liban. Le déploiement des forces aéronavales américaines dans le golfe Persique, qui suscite beaucoup d'opposition au sein du Congrès, a ajouté une dimension nouvelle à l'intervention américaine dans le conflit irako-iranien. Si l'on considère les raisons invoquées par les autorités américaines pour justifier cette opération militaire, on